

# L'Union européenne « prisonnière » des grandes entreprises

\* **Nombre de fonctionnaires** de la Commission européenne : environ **30.000**,

\* **Nombre d'organisations de lobbying enregistrées** : environ **10.000 (2017)**<sup>1</sup>

\* **Nombre de lobbyistes** : de **15 à 30.000 (2015)** - **estimation CEO**

\* **Nombre de parlementaires** : **751**

Un récent rapport d'Alter-EU<sup>2</sup> a présenté une analyse de cet « emprisonnement » pour le secteur bancaire, les négociations du traité transatlantique (TTIP), l'industrie du Gaz, la politique fiscale en Hollande, l'industrie pharmaceutique, la protection des données, l'industrie de l'armement et le Dieselgate. On en présente ici seulement quelques éléments.

\* Dans les groupes de travail, ce rapport estime **la présence des lobbyistes des grandes entreprises au minimum à 75% lors des rencontres avec des responsables de la Commission, en surreprésentation** par rapport à la société civile (consommateurs et citoyens), aux académiques (universités) et aux syndicats (travailleurs).

\* C'est là que se forme **la pensée dominante** qui orientera les nouvelles politiques et législations. Celles-ci, dès lors, ne pourront qu'être au service des intérêts du « Big Business ».

« ... Le terme de **« captif », « prisonnier »** (corporate capture) est utilisé délibérément pour souligner combien les relations entre décideurs de l'UE et les intérêts des entreprises sont imbriquées. On voit très peu de débats ou de réflexion sur ce que signifie cette proximité entre les grosses entreprises et les élites politiques européennes pour les citoyens, travailleurs ou consommateurs européens. **En fait, dans les cercles politiques, il semble accepté comme de bon sens, que ce qui est bon pour l'industrie est bon évidemment pour l'Europe.** »  
**(rapport Alter EU, p.6)**

« ... Un modèle de développement social et économique durable, capable d'affronter les défis que l'Europe doit rencontrer en ce XXI<sup>e</sup> siècle, ne peut être simplement construit sur les préférences du Big Business. **C'est le présupposé que « ce qui est bon pour les grandes entreprises, est bon pour tous », qui a mené à des niveaux records d'inégalités sociales et économiques. Il nous conduit vers une catastrophe climatique, créant aussi les conditions de sentiments nationalistes et populistes dans l'Union européenne » (id., p.7)**

<sup>1</sup> Voir LobbyFact.eu ; pour les sociétés qui ont jugé bon de s'enregistrer en Belgique : plus de 2.000 !

<sup>2</sup> CEO, 'Corporate Capture in Europe' Alter EU – septembre 2018 (128pp); voir aussi TNI, 'Shadow Sovereigns : How Global Corporations are seizing power' – Susan George 2015

## Par quels mécanismes, se fait cet « emprisonnement » ?

Le rapport d'Alter-EU identifie divers moyens utilisés par les grandes entreprises pour développer à terme, des politiques et réglementations favorables aux entreprises, et souvent contraires à l'intérêt général.

- **devenir des partenaires de confiance** en accédant aux décideurs **sur le long terme**.
- Développer pour cela des **canaux de communication formels, informels et chaleureux** comme des événements sociaux, réceptions, création de clubs de soutien ...
- **Développer des « va-et-vients » de carrière** entre public et privé, permettant de développer des réseaux d'influence et d'accélérer propositions et prises de décision (**Revolving Door ou « consanguinité »**). Tout ceci pose évidemment la question des conflits d'intérêts.
- Profiter de la technicité des questions pour **introduire dans le débat ses propres solutions**.
- Profiter de la confidentialité liée aux **contacts individuels**.
- **Développer des concepts généraux accrocheurs**, typique de la nouvelle communication, façonnés dans l'intérêt de l'industrie et qui donnent le change comme « innovation, meilleure régulation, compétitivité, science solide (sound science) ...»
- **Développer une véritable industrie du lobbying** avec des moyens conséquents en personnel, matériel et financements ...
- **Profiter de certaines situations d'expertise**, comme par exemple la détention de bases de données, ou encore des **arguments financiers ou de chantage à l'emploi** dont disposent les entreprises, **pour exercer une réelle pression sur les décideurs politiques**.

Sans oublier le financement des partis politiques, fondations et groupes d'études rattachés à ceux-ci.<sup>3</sup>

### De quelques exemples :

#### 1. Le secteur bancaire<sup>4</sup>

**Les plus grandes banques en Europe sont devenues « systématiquement importantes ».**

Non seulement nous en dépendons économiquement, mais aussi politiquement ; il en résulte une « capture » du secteur financier de l'UE. Ainsi, des règlements qui aurait dû protéger l'intérêt de tous à l'égard des prises de risques ou encore à l'égard des appétits des banques trop grosses pour disparaître (too big to fail), sont restés dangereusement faibles. **Le danger ? Le risque d'une autre crise**, avec toutes les souffrances et injustices qu'elle entraînerait.

**On ne peut qu'être déçu : depuis la crise de 2008, le secteur bancaire européen est encore plus concentré, 25% des institutions de crédit ont disparu et les plus importantes sont devenues plus grosses.<sup>5</sup> Celles-ci continuent de manière importante à pratiquer des investissements spéculatifs et donc risqués.**

<sup>3</sup> Comment les multinationales financent les partis politiques – Maxime Vaudano, Le Monde 12 mars 2019

<sup>4</sup> 'Corporate Capture in Europe' – The Banking sector, Kenneth Haar pp.14-25

<sup>5</sup> Banque Centrale européenne – Rapport sur les structures financières montrant la consolidation du secteur bancaire – octobre 2017

**Pour y aider le lobby financier à Bruxelles a pu compter sur au moins 1700 personnes, soit par parlementaire européen environ 2 lobbyistes !**

\* Après la crise de 2008, la Commission a cherché des experts extérieurs pour un groupe de haut niveau : **des 8 personnes qui la composaient 4** avaient des liens intimes avec Goldman Sachs, BNPParibas, Citigroup et Lehman Brothers !<sup>6</sup>

\* Dans la première moitié de 2016, **92%** des réunions organisées par la Direction de la Commission chargée des services financiers (DG FISMA), étaient consacrées aux seuls intérêts des entreprises.

**Vu cette proximité entre décideurs et lobby financier, il n'est pas étonnant que de nombreux « va-et-vients » public-privé (revolving doors) se soient opérés dans ce secteur.**

\* Parmi les plus connus : **Nelly Kroes** (Commissaire à la concurrence) s'est retrouvée à la Bank of America Merrill Lynch, le Commissaire au Commerce notre compatriote **Karel De Gucht** dans deux fonds d'investissement ; en 2016, c'est le deux fois président **José Manuel Barroso** à la US Goldman Sachs, qui avait déjà recruté précédemment les Commissaires **Sutherland et Monti**, un ancien président de la Commission **Romano Prodi**, et même l'actuel président de la BCE **Mario Draghi** ! Mario Draghi s'est vu demander par l'ombudsman européen de se retirer du G-30, forum international des banques<sup>7</sup>. Enfin, c'est le Commissaire à la réglementation financière, le britannique **Jonathan Hill**, qui a quitté son poste après le vote pour le Brexit et trouvé un emploi à la firme « Freshfields », puis ensuite à la banque suisse UBS, ainsi qu'auprès du géant de l'assurance Aviva et aussi chez Deloitte.<sup>8</sup>

**\* Ces allées et venues se sont généralisées à l'intérieur du haut personnel de la direction DG FISMA.**

**L'objectif des banques : Contrôler l'agenda politique contre l'intérêt général**

\* **Dans un premier temps en 2010**, quand la crise s'est répandue dans l'Eurozone, les banques se sont **opposées à toute réglementation sérieuse** avec l'argument qu'elles étaient **centrales** pour une relance de la croissance et également qu'ils fallait soutenir leur taux d'emploi alors que le chômage s'accroissait rapidement<sup>9</sup>.

\* **Ensuite, est venue un autre type d'argumentation** lié à une autre préoccupation : **leur faible rentabilité depuis la crise**. Les minutes d'une rencontre de février 2017, montre comment le secteur financier a manœuvré dans cette logique très néolibérale: **l'Europe a trop de banques, et donc il faut pousser aux fusions et acquisitions ; il faut pousser les grandes banques à absorber les autres et à devenir ainsi plus grosses !**

\* Beaucoup pensent à l'opposé que la manière la plus sûre d'assainir le secteur bancaire, est que **les banques soient plus petites**. Dans ce cas, lors de crises, elles ne poseraient pas un problème à l'ensemble de la société.

<sup>6</sup> CEO, 'Would you bank on them ?' février 2009

<sup>7</sup> Reuters, 17 janvier 2018.

<sup>8</sup> CEO, 'The revolving doors spin again' – octobre 2015 ; CEO and Yiorgos Vassalos 'Permanent revolving doors and DG Fisma – avril 2018 ; CEO, 'Jonathan Hill cashes in on Brexit' – mai 2018

<sup>9</sup> IIF – Report on the Cumulative Impact of Proposed changes in the Banking Regulatory Framework – juin 2010.

Et pourtant, **ni la nouvelle réglementation bancaire, ni l'Union bancaire ne pose la question de la taille des banques. C'est plutôt l'opposé**, notamment en incluant un outil qui permet de racheter d'autres grandes banques à bas prix.

\***Le rachat d'une banque espagnole pour un euro**, en serait le parfait exemple<sup>10</sup>.

\***Les perspectives de fusion** évoquées entre la **Deutsche Bank et la Commerzbank** en Allemagne en sont un autre. En 2013, le directeur de BNPParibas déclarait d'ailleurs que « l'Union bancaire mènera à l'efficacité, qui à son tour permettra à la partie la plus solide du système bancaire d'éliminer et de racheter les acteurs les plus faibles »<sup>11</sup>.

Ce chemin entraîne le risque d'un nouvel effondrement des banques en cas de crise, et qui serait encore plus important pour tous les citoyens.

## **2. La politique commerciale et le TTIP (traité EU-USA)**<sup>12</sup>

**Les politiques commerciales et d'investissement de l'Union européenne – y compris les traités géants conclus récemment avec le Canada (CETA) et le Japon (JEFTA) – profitent aux grandes entreprises aux dépens des travailleurs, des consommateurs et de notre environnement.**

Ceci résulte du fait que la politique commerciale dans l'Union européenne est, en grande partie, faite par et pour les intérêts des entreprises. Les nouveaux accords commerciaux ont en réalité moins à voir avec le commerce, qu'avec ceux qui fabriquent ces règles et qui détiennent un pouvoir sur ceux qui prennent les décisions. » (p.27)

**Voici quelques exemples de ces nouvelles règles :**

\***La clause de protection des investisseurs (ISDS et ensuite ICS).**

En cas de conflit,- par exemple en matière d'environnement ou de santé -, avec les « attentes légitimes des investisseurs » en matière de bénéfices, cette norme permet à l'investisseur de **réclamer des dédommagements importants venant de l'Etat**. Le CETA inclut cette clause de « protection de l'investisseur ».

\*La clause de **« coopération en matière de réglementation »**. Elle permet aux entreprises de donner leur avis sur de nouvelles réglementations avant même un débat au Parlement, pour **éviter de « nouvelles barrières commerciales »**. Ceci exercera une pression à la baisse sur les normes de protection des citoyens, consommateurs ou travailleurs et de l'environnement. Les CETA et JEFTA (Japon-UE) incluent ces dispositifs.

\***Le TTIP lui-même et ses négociations en 2012-2013 a été dicté par l'agenda des entreprises.**

**92%** des rencontres et consultations par les officiels de la Commission l'ont été avec des lobbyistes des grandes entreprises, tenant ainsi à distance société civile et syndicats. Cette proximité avait déjà trouvé un point d'orgue fin des années 90, quand le Commissaire au Commerce a déclaré à l'ESF<sup>13</sup> : **« Je suis dans vos mains »**. Un responsable d'unité avait admis précédemment : « Nous avons besoin d'eux en permanence ... ou nous ne pouvons sinon simplement pas négocier ».

<sup>10</sup> 'Santander buys Spain's Popular for one euro' – Financial Post 6 juillet 2017.

<sup>11</sup> Global Capital, 'Banking Union could trigger consolidation' – Toby Fildes, 10 novembre 2013.

<sup>12</sup> 'Corporate capture in Europe' – Trade Policy and the case of Ttip, P. de Clerck (FoE) pp. 26-35.

<sup>13</sup> ESF – European Service Forum – important groupe de Lobbying de services mondiaux ( Finance, télécommunications, transports maritimes ...), créé fin des années 90 à la demande de la Direction au Commerce (DG Trade).

C'est avec **l'intérêt du grand public pour le TTIP** qu'un certain équilibre des forces a commencé à changer. Mais cet intérêt est venu bien longtemps après que les intérêts des entreprises aient formaté l'agenda. **Une grande quantité de documents continuent à être loin d'être accessibles,** et de plus tout est écrit en anglais et dans un langage codé !

**\*Les objectifs principaux de la négociation du TTIP étaient d'accroître les volumes de vente – comment ? – en diminuant les coûts et charges pour les entreprises.** Les bénéfices économiques du TTIP ont donc été largement exagérés, alors que les avantages résultant de réglementations pour la société et les citoyens étaient ignorés et décrits comme des obstacles, **des barrières commerciales** plutôt que comme des mesures de protection de l'intérêt général. Ainsi on parlait de **diminuer les coûts pour l'industrie plutôt que de contribuer aux objectifs de développement durable,** notamment ceux du « Sustainable Development Goals ». Aucun mécanisme de protection des citoyens à l'égard des investisseurs n'était prévu face au mécanisme accordé aux investisseurs.

**\*Un autre concept soutenu par les grosses entreprises est celui de « l'évidence ».** Derrière cette notion, se cache une attaque concertée visant à s'opposer au « principe de précaution », jugé par les entreprises comme trop favorable au citoyen. **Le principe de précaution** vise à rendre possible, quand des dommages sont portés, par exemple à la santé humaine ou à l'environnement, de porter action en justice sur base d'une évidence raisonnable, çàd avec quelque incertitude scientifique et quelque soient les intérêts des entreprises. **La notion d'une prise de décision basée sur un principe d'évidence s'oppose au principe de précaution** : là où on pourrait craindre quelque chose, **il oppose la nécessité de disposer d'une solide dose d'évidence et d'en donner la preuve**. Le recours à ce principe d'évidence écarte donc des risques pour l'industrie de condamnations éventuelles mais en fait, augmente les risques pour l'ensemble de la société.

**\*Rappelons enfin que de nombreuses petites et moyennes entreprises se sont opposées au TTIP.** Elles auraient souffert d'un TTIP. Ceci a été **reconnu, seulement en privé,** par les associations des grandes entreprises en 2015.<sup>14</sup>

### **3. Vie privée et protection des données**<sup>15</sup>

L'économie numérique des données est florissante. Son industrie prétend restaurer la croissance en Europe ainsi que son influence au niveau international. **La donnée qui génère le plus de profit est celle liée aux personnes.** Des instruments technologiques travaillent à une échelle massive pour collecter, traiter et déduire de nouvelles information sur les personnes<sup>16</sup>. Ces **instruments de surveillance** sont utilisés par les entreprises pour générer des bénéfices, et par des gouvernements à des fins de surveillance. **Ces pratiques violent les droits fondamentaux à la vie privée.**

**« Baser nos économies sur ces exploitations de données est dangereux, renforce le conformisme social, alimente des systèmes de surveillance et réduit les citoyens à un rôle de consommateurs. » (p.65)**

<sup>14</sup> 'Don't believe the hype – TTIP is not for small companies' – CEO, août 2015

<sup>15</sup> 'Corporate capture in Europe' - Data Protection and Privacy Policies, Léa Caillère Falgoutier pp.64-75

<sup>16</sup> « Amazon vous écoute » - Si vous disposez d'un appareil connecté équipé d'Alexia, l'assistant personnel intelligent ; de quoi inquiéter les 100 millions d'utilisateurs (à la mi-janvier 2019) ! – Simon Souris, L'Echo 12 avril 2019

\* **Cette industrie est une des plus actives auprès de la Commission.** Ainsi pour la révision de la directive sur la vie privée, sur 46 réunions tenues en 2016, 36 (soit 88% d'entre elles) ont été tenues avec les représentants de l'industrie pour seulement 5 avec les organisations de la société civile. Rappelons aussi l'absence d'accord au niveau du Conseil européen sur une taxation des GAFA.

\* **L'argent a suivi en conséquence** : Suivant le registre officiel des lobbys en 2016, dépenses de Google : 5,5 million euros et 14 lobbyistes, Microsoft 4,5 millions et 15 lobbyistes, chiffres identiques pour Amazon, Facebook, Apple et Uber et aussi dans les télécoms Deutsche Telekom, Orange, Vodafone et Telefonica. Lors du débat au Parlement en avril 2014, c'est le nombre record de **3.999 amendements** qui ont été déposés, en très grande partie par ces géants de l'industrie. **Notre compatriote Louis Michel**, libéral MR, père de l'actuel premier ministre a déposé lui-même 229 amendements dont 158 étaient fortement anti-vie privée ! Devant l'émotion causée, Louis Michel a mis la responsabilité de tout ceci sur le dos de son assistant qui avait bien reçu précédemment des lobbyistes et enregistré leurs amendements !

**Un des arguments utilisés par l'industrie du clic pour nous envahir de publicités, serait que ceci permettrait un journalisme de qualité :**

en fait, entendons les bénéfices récoltés par les publicités attenantes à chaque clic, permettraient à un certain journalisme de qualité d'exister. Pourtant, la publicité ne permet pas d'en déduire inévitablement la qualité du journalisme. En fait, c'est plutôt une nouvelle manière de faire dépendre l'information et le journalisme encore plus de la publicité ! **« Un journalisme de qualité signifie libre de toute pression du monde économique et de l'industrie. » (id., p.71)**

## **5. La politique fiscale aux Pays-Bas<sup>17</sup>**

**Les Pays-Bas ont mis au point un ensemble de politiques et de législations qui permettent aux multinationales d'éviter l'impôt. Ceci accroît la charge fiscale sur les citoyens, et diminue les ressources disponibles pour investir dans des services publics comme l'éducation et la santé.**

Un exemple particulièrement clair de cette « capture » est **la suppression de la taxe sur les dividendes payés par les entreprises** à leurs actionnaires. C'est en octobre 2017 que la nouvelle coalition gouvernementale annonçait cette suppression ; elle coûterait au pays et à ses contribuables **1,4 milliard d'euros par an**. Elle était incluse dans l'accord de gouvernement **à la demande d'Unilever et de Shell**.

Des chercheurs ont pu montrer que cette demande n'était pas nouvelle et qu'elle remontait à plus d'une dizaine d'années. Devant la menace exprimée par Shell, Unilever et AkzoNobel de quitter les Pays-Bas, le gouvernement aurait cédé ! Le groupe des grandes entreprises hollandaises VNO-NCW et l'AmCham (Chambre de Commerce américaine) ont établi des contacts intensifs et sur le long terme avec le Ministre des Finances. Depuis octobre 2017, VNO-NCW a rencontré 17 des 24 ministres , lors de 21 rencontres. Le premier ministre **Rutte** a travaillé pour Unilever de 1992 à 2002 !

Et l'ancien ministre des Finances de 1994 à 2007, **Gerrit Zalm** a été informateur, jouant ainsi un rôle-clé dans la formation du gouvernement. Il siège aujourd'hui au Conseil de direction de Shell ! Il a été notamment président du Conseil d'administration d'ABN AMRO de 2009 à 2016 et en 2018, il a rejoint l'agence de notation financière Moody. La seule étude parue pour défendre cette suppression de la taxe sur les dividendes a été financée par Shell et publiée par l'Université de Rotterdam.

<sup>17</sup> 'Corporate Capture in Europe' – Tax Policy in the Netherlands, Jasper Van Teeffelen pp. 46-53

## **6. Les Big Four ou bureaux d'audit (PwC, KPMG, E&Y, Deloitte)<sup>18</sup>**

En juillet 2018, CEO a publié un dossier complémentaire sur les Big 4<sup>19</sup>. Nous en retenons ici les éléments suivants :

- La série de scandales (Luxleaks, Panama Papers,...) ont démontré **le rôle-clé de ces firmes** mondiales de conseils et de comptabilité dans l'évasion fiscale des multinationales.
- Pourtant, les gouvernements et l'UE continuent à les considérer comme des conseillers légitimes et neutres, sans se préoccuper des conflits d'intérêts qui les traversent.

### **Leur influence s'exerce de diverses manières :**

\* **par des contrats de marchés publics** – En 2014 et 2018, 7 et ensuite 10,5 millions d'euros, ont été accordés par des Directions de la Commission pour **études sur la fiscalité et les douanes** ; la firme Deloitte a été embauchée pour une **étude sur les prix de transfert**.

\* **dans des groupes de lobbying ou de représentation** comme « l'Initiative du monde des affaires européens sur la fiscalité » (EBIT), comprenant BP, Pfizer et Airbus où la gestion est confiée directement à PwC, le « **Groupe de Contact européen** » chargé de façonner le cadre de régulation et qui comprend les Big Four et deux autres plus petites firmes de consultance, et la « **Fédération européenne de comptabilité** » (Accountancy Europe), dont le conseil d'administration comprend de nombreuses personnes liées aux Big Four et dont le comité sur la politique fiscale est présidé par PwC.

\* **dans des groupes consultatifs** comme le « **Forum conjoint sur les prix de transfert** » où Deloitte et PwC siègent encore, ou la « **Plate-Forme pour la bonne gouvernance fiscale** », créée pour s'attaquer à l'évitement fiscal et où PwC y représente la Chambre de Commerce américaine (AmCham) et Accountancy Europe.

### **Deux dossiers récents ont focalisé leurs pressions :**

-La proposition de **nouvelles règles de transparence pour les intermédiaires ou conseillers fiscaux** qui aurait rendu obligatoire le signalement de dispositifs fiscaux **« agressifs »**. Après avoir bataillé avec KPMG pour que le signalement se fasse sur base volontaire, PwC s'est retourné vers le Conseil européen plaidant le **« fardeau disproportionné »** pour les firmes d'audit et leurs clients, réclamant un affaiblissement du terme « agressif » et un vote unanime du Conseil. Toutes suggestions reprises dans le texte du Conseil de mars 2018.

-Les Big Four et les multinationales qu'ils conseillent, ont exercé aussi un lobbying intense contre le **« Bilan comptable (Reporting) pays par pays (PCBCR) public »**. Avant même la proposition de la Commission en 2016, les Big Four ont mené une campagne intense pour éviter que les données soient rendues **accessibles au public**, plaidant qu'il s'agissait d'une information **« commercialement sensible »** et Deloitte pour une approche sur base volontaire. La publication des « Panama Papers » aurait permis une approche plus ambitieuse, mais au Parlement les eurodéputés ont ajouté une clause autorisant les entreprises à garder secrètes les « données sensibles d'un point de vue commercial ». **AmChamEU**, dont le secrétariat est assumé par **PwC**, avait affirmé que le caractère public de ces informations **« nuirait à la compétitivité et à l'attractivité de l'Europe pour les investisseurs »**. **Accountancy Europe**, également sous la houlette de **PwC**, avait déclaré soutenir le reporting public seulement s'il minimisait « le risque de dévoiler des informations sensibles du point de vue commercial ». Ces vœux ont été exaucés par les eurodéputés.

<sup>18</sup> Voir le n° 49 du courrier de Kairos Europe WB – juin 2018 – [www.kairoswb.com](http://www.kairoswb.com) , onglet courrier

<sup>19</sup> <https://corporateeurope.org/BigFourTax> , juillet 2018